

MICHEL GOYA

# ETOILE ROUGE



Enseignements opérationnels de deux ans  
d'engagement russe en Syrie

# **Etoile rouge**

## **Enseignements opérationnels de deux ans d'engagement russe en Syrie**

19 septembre 2017

Michel Goya

Qu'on le déplore ou non, ce n'est pas le propos ici, il convient de constater que deux ans après le début de l'intervention russe en Syrie celle-ci est, pour l'instant, un succès puisqu'elle a d'atteindre son but politique premier, qui était de sauver le régime syrien alors en grande difficulté, et même de contribuer à sa victoire probable. Il est donc possible d'en tirer quelques enseignements sur la manière d'employer des moyens militaires pour atteindre des objectifs stratégiques dans un contexte moderne.

### **De grands résultats au moindre coût**

A l'heure actuelle, l'intervention a permis d'atteindre deux objectifs stratégiques. Le premier, après l'endiguement initial des forces rebelles arabes à la fin de 2015, de reprendre l'offensive et, en particulier après la prise d'Alep, de contrôler presque entièrement le centre de gravité géographique du conflit : le grand axe de l'autoroute M5 qui partage l'ouest de la Syrie du nord au sud, et autour duquel se concentre la majorité de la population. Le second est la dislocation de la rébellion arabe. Il n'y a plus désormais que deux pôles territoriaux rebelles arabes sunnites cohérents en Syrie : la partie de l'Euphrate syrien encore tenue par l'Etat islamique et surtout la province d'Idlib, aux mains d'une coalition de factions dominée par Hayat Tahrir al-Sham (ex-*Jabhat al-Nosra*, JAN). Les autres forces rebelles sont désormais éclatées et servent souvent de supplétifs à d'autres acteurs périphériques et parfois concurrents comme la Turquie, le Parti de l'union démocratique kurde (PYD), la Jordanie, Israël ou les Etats-Unis.

On entre maintenant dans une nouvelle phase opérationnelle où les efforts sont concentrés dans l'est du pays et la région de l'Euphrate, avec le dégagement de la garnison de l'armée arabe syrienne (AAS, nom officiel de l'armée du régime) de l'aéroport de Deir ez-Zor assiégé par l'Etat islamique.

La guerre est encore loin d'être terminée mais elle ne peut plus désormais être perdue par Assad et cette évolution est largement le fait de l'intervention russe. Celle-ci a permis en effet par les moyens militaires mis en œuvre de surmonter le blocage tactique qui prévalait jusque-là mais aussi, par la présence même d'un des grands acteurs extérieurs au milieu du conflit, de dissuader les autres de réagir à ce déblocage. En se positionnant ainsi la Russie sert aussi d'intermédiaire obligé et apparaît à nouveau comme une puissance qui pèse sur les affaires du monde, notamment au Proche et Moyen-Orient, et avec qui il faut compter.

Il est intéressant de constater d'abord que ces résultats ont été obtenus avec des ressources relativement réduites, représentant par les forces engagées (4 à 5 000 hommes et 50 à 70 avions comme force principale) et leur coût d'emploi (environ 3 millions d'euros par jour) (1) environ le quart ou le cinquième de l'effort américain dans la région (2). On peut comparer aussi avec l'opération française au Levant *Chammal* (1 200 hommes et environ 15 avions, un million d'euros/jour) et qui, pour n'évoquer que le volet appui aérien, représente une moyenne de 6 sorties aériennes (dont une frappe) quotidiennes pour 30 à 40 pour les Russes (3). Au regard des résultats obtenus, il est incontestable que les Russes ont une efficacité opérationnelle (le rapport entre les moyens engagés et leurs effets stratégiques) très supérieure à celle des Américains ou des Français. Tout cela tient à plusieurs facteurs.

## **La stratégie du « piéton imprudent »**

Le corps expéditionnaire russe présente trois caractéristiques particulières : il a été mis en place par surprise, il est complet et surtout il est russe. Pendant la guerre froide, les stratégestes américains parlaient pour cela de stratégie du « piéton imprudent » par analogie avec l'individu qui s'engage soudainement sur une route en ne laissant au conducteur qui arrive que le choix entre l'arrêt brutal et l'accident catastrophique. Comme, et c'est le postulat, ni le conducteur ni le piéton ne veulent de l'accident, cela entraîne normalement l'arrêt du premier et le contrôle de la route par le second. La Russie, et avant elle l'URSS, est coutumière de cette méthode depuis l'intervention éclair en Tchécoslovaquie en 1968 jusqu'à l'annexion de la Crimée en 2014 en passant par la prise des points clés de Kaboul en 1979 ou même simplement l'envoi d'un régiment sur l'aéroport de Pristina en juin 1999 interdisant l'usage de celui-ci aux forces de l'OTAN.

Dans la mesure où il est toujours possible de se tromper sur la réaction de l'autre, cela induit malgré tout une prise de risques. Les Soviétiques ont ainsi mal anticipé la réaction afghane après l'opération à Kaboul ou encore celle des Américains après le déploiement de missiles nucléaires à Cuba en 1962. Ils ont donc affiné leur méthode. Les interventions russes peuvent être qualifiées de « blanches », c'est-à-dire permettant d'obtenir des gains stratégiques sans avoir à combattre, simplement en se positionnant au bon endroit et/ou en établissant un rapport de forces suffisant pour dissuader de tout affrontement. Elles peuvent être « grises », impliquant un engagement s'appuyant surtout sur les alliés locaux et sans apparaître au grand jour comme pendant la guerre de Corée et la guerre d'usure de l'Égypte contre Israël (1967-1970) ou plus récemment en Ukraine. Cela ressemble dans ce cas au concept américain d'« empreinte légère » (*light footprint*). Elles peuvent être enfin « rouges » et chercher la victoire par l'implication ouverte. L'intervention en Syrie relève de la troisième posture, avec cette faculté de changer la situation stratégique initiale tout en gardant la possibilité, en fonction des changements observés, de se retirer relativement facilement ou au contraire de déployer de nouveaux moyens.

Le cas de la Syrie est cependant un peu plus complexe que les précédents évoqués car il ne s'agit pas cette fois d'un face à face mais d'une guerre « mosaïque », c'est-à-dire qu'elle n'engage pas classiquement deux camps mais plusieurs, à l'instar de la guerre civile au Liban de 1975 à 1990. Ces camps et leurs sponsors périphériques ont des objectifs différents qui les amènent à converger ou diverger selon les situations, ce qui rend le conflit à la fois complexe et stable, les reconfigurations stratégiques (changements d'alliance, injonction nouvelles de ressources extérieures) annulant souvent les succès opérationnels d'un camp. En ce qui concerne les acteurs périphériques, on reste néanmoins dans une volonté de non-affrontement. Par voie de conséquence, l'« occupation éclair » du terrain par l'un empêche toujours mécaniquement les autres, placés devant le fait accompli, d'y pénétrer. Il n'y a toujours qu'un seul « piéton » mais cette fois il y a plusieurs « conducteurs » qui sont tous obligés de freiner. La prise de risque du piéton est évidemment plus importante, qui imposera une vigilance plus grande, mais si on ne considère que le « poids lourd », les États-Unis, le spectacle des hésitations de l'administration Obama a clairement réduit le risque d'une réaction semblable à celle de Kennedy en 1962. Il n'est peut-être pas évident qu'il en aurait été de même avec la nouvelle administration Trump, nettement plus imprévisible.

En Syrie, et à partir du moment où les Russes ont ouvertement planté le drapeau et occupé l'espace, notamment aérien, les choses sont devenues d'un seul coup plus compliquées pour les autres. S'il est encore possible pour les Américains de frapper l'AAS le 18 septembre 2016, sans trop de dégâts diplomatiques, cela devient nettement plus délicat si les 62 morts occasionnés ne sont plus syriens mais russes (4).

## **La mise en œuvre du « piéton imprudent »**

Les Russes ont gardé de l'expérience de 1962 à Cuba la nécessité d'agir le plus vite et le plus complètement possible, ce qui n'avait pas alors été le cas, puisque les missiles nucléaires avaient été décelés avant d'être opérationnels et qu'il n'y avait de toute façon pas

suffisamment de moyens antiaériens pour empêcher les Américains de les détruire tous avant qu'ils puissent être lancés. Les Américains avaient alors mis en place un blocus naval qui avait empêché la poursuite de l'opération et finalement renversé la position de l'URSS en la plaçant dans la situation du « conducteur » qui doit s'arrêter ou choisir l'accident.

Au niveau opérationnel cela nécessite cependant de résoudre la contradiction entre les critères de vitesse d'engagement, qui privilégie la légèreté, et de complétude du dispositif, qui suppose une masse critique. En janvier 2013, la France a engagé très rapidement au Mali un corps expéditionnaire assez proche en volume de celui des Russes en Syrie en 2015. Elle n'a pu le faire cependant que parce qu'une grande partie des moyens était déjà dans des pays proches et qu'elle a pu bénéficier de l'aide des alliés et en particulier des Etats-Unis pour tous ses besoins de transport aérien à grande distance. Pour la Russie, il n'en était évidemment pas question.

Le déploiement russe a d'abord été grandement facilité par un cadre légitime simple. Comme en France, l'exécutif russe peut engager la force armée sans autorisation préalable du Parlement, et sur le plan international, il lui a suffi d'invoquer les clauses du traité d'amitié et de coopération avec la Syrie de 1980. Il n'y a donc pas eu de phase de négociation préalable et l'engagement a pu donc bénéficier des avantages de la « foudroyance ». La phase déclaratoire a été, en revanche, simultanée à l'engagement militaire, à des fins justificatives mais aussi de recherche de gains diplomatiques en tentant de briser l'isolement russe consécutif à l'occupation de la Crimée. Vladimir Poutine a ainsi proposé de dépasser les différents afin de constituer une « *coalition mondiale contre le terrorisme, semblable à la coalition anti-Hitler* ». A plus long terme, et l'invocation du vieux traité de 1980 plutôt qu'une simple demande du gouvernement syrien est significative à cet égard, il s'agit aussi de montrer la solidité des alliances avec la Russie par contraste avec la versatilité supposée des Occidentaux, en particulier des Etats-Unis<sup>(5)</sup>.

Matériellement, cet engagement a évidemment bénéficié de la présence préalable de conseillers russes ainsi que des facilités déjà offertes comme dans la base navale de Tartous (6). Le renforcement et l'activité accrue de ses conseillers à l'été 2015 ainsi que l'existence de grandes manœuvres en Russie, paravent habituel pour les préparations d'engagements, auraient d'ailleurs pu constituer les indices d'une intervention prochaine. Cela avait alors été presque toujours interprété comme la préparation d'un simple surcroît d'aide matérielle à l'allié syrien en difficulté, comme cela avait toujours le cas auparavant et avec l'idée-miroir que puisque les Occidentaux avaient considéré qu'un engagement direct était trop risqué, tout le monde raisonnerait de cette manière.

Tout cela n'aurait cependant servi à rien si la Russie n'avait pas conservé précieusement une flotte de transport maritime et surtout une flotte aérienne de transport lourd à long rayon d'action capables de faire le lien entre les bases russes et les points d'entrée syriens via les espaces aériens fournis par l'Iran et, au grand dam des Américains, par l'Irak. La flotte aérienne de transport ne représente plus qu'un cinquième de celle de l'URSS mais elle permet d'aligner encore une centaine d'Ilyouchine 76, aux capacités légèrement supérieures à celle de l'A-400 M européen et neuf transporteurs super lourds An-124 Condor, sans équivalents en France. Les appareils sont vieillissants et leur maintenance doit être problématique mais ils représentent la condition *sine qua non* de mener en toute indépendance des opérations rapides et « lourdes », c'est-à-dire capables de déployer en quelques jours un volume minimum d'une brigade aéroterrestre impliquant des matériels de plus de 20 tonnes (7).

Remarquons au passage qu'il aurait sans doute été possible pour la France dans les années 1990 de puiser dans le trésor que constituait l'arsenal militaire soviétique et d'y acquérir des matériels qui manquent toujours (transport super-lourd, hélicoptères lourds, etc.) à des prix réduits, quitte à les moderniser ensuite. C'est désormais l'armée russe qui puise dans cet immense arsenal pour, à côté d'équipements modernes qui commencent à réapparaître mais en nombre encore réduits, construire des modules de forces anciennes modernisées d'un excellent rapport coût/efficacité (8).

Grâce à cette flotte et au « Tartous express », la noria maritime reliant Novorossisk en mer Noire à la Syrie, il a donc été possible de mettre en place et de soutenir logistiquement un dispositif jugé d'un volume et d'une structure suffisants au regard des objectifs poursuivis. Le contraste est frappant avec celui de la coalition américaine engagé en Irak puis en Syrie en 2014 graduellement diversifié et renforcé en ajoutant des moyens nouveaux (chasseurs bombardiers puis avions d'attaque, puis hélicoptères d'attaque, puis pièces d'artillerie, etc.) ou en élargissant leur emploi au fur et à mesure de la résistance de l'ennemi ou, notamment dans le cas de la France, pour « montrer qu'on est là et que l'on fait quelque chose ». Cette stratégie américaine du « poker », plus choisie en regardant les contraintes intérieures que l'ennemi, peut parfois avoir un sens face à un adversaire avec qui il est possible de négocier, elle s'avère beaucoup moins efficace face à un adversaire, comme l'Etat islamique, avec qui cela est impossible et à qui on laisse le temps de s'adapter et de se renforcer.

Lorsqu'un dispositif est toujours déployé complètement, avec des ajustements à la marge, la nature et le volume des moyens engagés constituent le meilleur indice des intentions opérationnelles et stratégiques. Le corps expéditionnaire russe est ainsi constitué initialement de trois complexes tactiques (systèmes autonomes produisant des effets spécifiques sur l'ennemi ou sur l'environnement) : anti-aérien, reconnaissance-frappes, protection et soutien.

## **La Reine immobile**

Le premier axe d'effort a consisté à exclure du théâtre les autres acteurs périphériques, et particulièrement les Etats-Unis. Dans cette guerre mosaïque, le camp rebelle arabe, potentiellement le plus puissant, a toujours été handicapé par son absence de projet politique cohérent et visible, son extrême fragmentation et sa porosité avec les organisations djihadistes comme *Jabhat al-Nosra* (JAN). Cette asymétrie de cohérence avec le camp loyaliste ou l'Etat islamique aurait peut-être été en partie comblée par une intervention directe, par exemple dans l'Est désertique et la réunion sous une « ombrelle » américaine de factions rebelles alliées, qui auraient été directement financés et équipés par les Américains puis étroitement associés à des forces de l'US Army ou du Corps des Marines. C'est ainsi qu'avait fonctionné en 2006-2007, l'alliance américaine avec le mouvement sunnite irakien du *Sahwa* (« réveil ») qui avait fourni plusieurs dizaines de milliers de recrues et cette américano-arabe, avait *in extremis* transformé un enlisement en succès.

Les formes que prennent les engagements militaires sont au moins autant conditionnées par les résultats des guerres précédentes que par l'analyse des paramètres du moment. Les Américains n'ont pas renouvelé l'expérience du *Sahwa* en Syrie par crainte de renouveler les expériences irakienne ou afghane. Ils se sont donc contentés de fournir de l'aide en passant d'abord par des intermédiaires peu fiables comme l'armée syrienne libre (ASL) puis en essayant de former artificiellement des unités en Jordanie avant de les engager sans aucun contrôle. Cette « empreinte légère » si elle a contribué, avec l'aide de nombreux autres sponsors, à permettre à la rébellion de tenir et même parfois de mener des opérations offensives, n'a pas permis de prendre l'ascendant. Il a fallu attendre finalement 2014 pour voir l'introduction de deux complexes tactiques, un « complexe gris » formé de la soixantaine de groupes rebelles à qui a été fourni des lance-missiles antichars TOW et un « complexe rouge » avec une présence aérienne dans le ciel syrien active contre les groupes djihadistes mais seulement menaçante contre les forces loyalistes. Il n'y avait là rien qui permette d'obtenir des résultats vraiment décisifs contre le régime d'Assad. On n'évoquera que peu l'approche française, pratiquement identique à celle des Américains, mais avec des moyens beaucoup plus réduits.

Il est significatif qu'un des premiers éléments du corps expéditionnaire russe à être déployé en Syrie ait été un dispositif antiaérien moderne. Il vient compléter la force locale déjà existante et déjà largement armée de « conseillers » russes. En septembre 2015, quatre chasseurs polyvalents modernes Su-30 M sont déployés ainsi, et surtout, que plusieurs

systèmes mobiles Pantsir-S1 et Tor M1, ou encore le croiseur *Moskva* avec ses missiles S-300. Fin novembre 2015, juste après la destruction d'un appareil par l'aviation turque, des systèmes S-400 sont également mis en place dont les radars d'acquisition couvrent tout le théâtre syrien et ses abords. La défense anti-aérienne est une des rares capacités héritées de l'armée soviétique que les Russes ont réussi à maintenir et même à développer. Après la flotte de transport lourd, elle constitue un de leurs atouts opérationnels.

Il ne s'agissait pas avec ce déploiement de faire face à la menace aérienne rebelle, inexistante, mais bien d'imposer une « zone d'exclusion aérienne » aux autres acteurs, en particulier les Etats-Unis, entravés de cette façon sur un théâtre d'opération pour la première fois depuis la guerre froide. L'exclusion n'est cependant pas totale puisqu'elle se concentre de fait au-dessus de la zone d'action principale des forces pro-régime, laissant la coalition américaine libre d'agir contre l'Etat islamique dans la région de l'Euphrate et la zone ouest.

Cela n'a pas empêché un appareil russe d'être abattu par l'aviation turque dès le 24 novembre 2015 signe malgré tout d'une mauvaise anticipation des réactions et/ou d'une maladresse tactique locale. Cela n'a pas empêché non plus des frappes contre les forces et les infrastructures du régime de Damas, comme celle, déjà évoquée, du 18 septembre 2016 ou encore celle du 8 avril 2017 par la marine américaine contre la base de Shayrat ou le 7 septembre dernier par l'armée de l'air israélienne contre le site de Mesayf. En juin 2017, deux drones d'origine iranienne ont également été abattus ainsi que, et surtout, un avion Su-22 syrien au cours du premier combat aérien conduit par les Américains depuis 1999 (9).

Il faut cependant noter que les attaques du 8 avril et du 7 septembre ont été prudemment réalisées avec des missiles de croisière dans le premier cas et avec des missiles air-sol tirés depuis l'espace aérien libanais dans le second. Les accrochages de juin, de leurs côtés, sont survenus près des forces sponsorisées par les Américains, voire les forces américaines elles-mêmes placées à Tanf sur la frontière syro-irako-jordanienne, timide implantation en Syrie désormais bloquée par les forces de la coalition de Damas. Ces actions témoignent certes de l'incapacité russe à interdire complètement politiquement et tactiquement le ciel ; par leur rareté et leur prudence, elles témoignent aussi et surtout que ce ciel est quand même dominé par les Russes, même s'ils n'ont pas tiré un seul missile S-400.

Comme une Reine immobile au milieu d'un échiquier, la présence seule d'un dispositif antiaérien performant au sein d'un théâtre suffit à obtenir des effets importants même sans agir. Elle oblige tous les acteurs extérieurs, israéliens, turcs, coalition américaine, à maintenir un contact permanent avec les Russes et, de fait, à négocier avec eux. La « Reine immobile » intègre donc aussi obligatoirement un dispositif de « diplomatie dans la guerre » pour gérer les rencontres à la marge du *casus belli* (déconfliction) (10). Il n'est pas exclu que la Russie utilise cet atout pour faire pression sur son « protégé » syrien par la possibilité de tolérer ou non les frappes extérieures contre lui.

## **Le débloqué**

Une fois réduite la liberté d'action des acteurs extérieurs, le deuxième axe d'effort (ou « ligne d'opération ») consiste à débloquent la situation militaire. Par analogie avec la notion de crise économique selon Joseph Schumpeter, on peut définir une crise opérationnelle comme une situation où les ressources dont disposent chacun des deux adversaires ne leur permettent pas de prendre définitivement l'ascendant sur l'autre. On assiste donc généralement à un blocage et une répartition rigide de l'espace (terrain difficile/terrain ouvert) et/ou du temps (le jour pour les uns, la nuit pour les autres par exemple). En Syrie, cela s'est manifesté par le découpage entre provinces contrôlées et espaces disputés mais bien délimités aux marges, en particulier le long de l'autoroute M5.

Phénomène aggravant, ce découpage ne s'est pas réalisé classiquement selon une fracture entre deux camps mais entre plusieurs en situation de coopération-compétition selon les circonstances, dont un camp particulièrement divisé. D'un point de vue tactique, ces espaces

disputés sont « solides » (terrains difficiles, urbains essentiellement, tenus par l'ennemi) (11) toujours difficiles à conquérir surtout pour des forces disponibles pour la manœuvre offensive relativement peu nombreuses de part et d'autre. On a donc assisté à des combats fragmentés et des batailles d'autant plus lentes que la motivation des défenseurs était forte.

Selon Joseph Schumpeter, sortir d'une crise, et donc d'un blocage, suppose un surcroît très significatif de ressources et/ou une autre manière d'utiliser ces ressources afin d'augmenter la productivité. La guerre en Syrie a connu ainsi plusieurs phases où des innovations (parfois sinistres comme l'emploi terrorisant de l'arme aérienne par le régime de Damas ou celui des combattants suicide par JAN) et surtout l'aide extérieure ont permis à un camp de prendre momentanément et partiellement le dessus mais où des phénomènes de réaction annulaient rapidement cet avantage. En 2012, la tendance est ainsi plutôt favorable à l'AAS. En 2013, c'est plutôt le cas des forces rebelles qui lancent plusieurs offensives victorieuses, avant l'intervention de l'Iran et du Hezbollah auprès de l'armée syrienne et le développement de l'Etat islamique sur les arrières. Au début de l'année 2015, ce sont à nouveau les rebelles du nord (« L'armée de la conquête ») et secondairement l'Etat islamique qui prennent le dessus, ce qui provoque en réaction l'intervention russe.

La particularité de cette intervention russe, ce surcroît de ressources et d'innovations, est que cette fois on va transcender, lentement mais sûrement, l'équilibre instable qui prévalait. Les moyens engagés dans les combats sont assez réduits mais bien adaptés et suffisants pour remporter plus facilement des batailles, elles-mêmes mieux intégrées dans le cadre de campagnes de plusieurs mois. On assiste ainsi à nouveau à un déblocage de la situation en faveur du régime d'Assad mais cette fois la présence physique des Russes, autant que l'engagement de leurs forces, entrave le processus habituel de compensation et permet au « plan incliné » de rester du même côté. L'introduction de forces et notamment d'armements modernes qui permettraient de compenser la supériorité aérienne russe ou, au moins, de lui causer des pertes sensibles et l'obliger à des modes d'action plus prudents constituerait une escalade dangereuse dont personne ne veut.

Cela est d'ailleurs de moins en moins d'actualité que le périmètre des factions rebelles compatibles et susceptibles d'agir efficacement contre l'AAS s'est considérablement réduit. En intervenant, les Russes imposent aussi leur narration de groupes rebelles arabes tous plus ou moins terroristes, ce qui leur permet de s'attaquer prioritairement aux forces que les Occidentaux classent comme « modérés ». Ce sont à la fin de 2015, les plus proches géographiquement et souvent les plus menaçantes. En les attaquant, on démontre une nouvelle fois, le manque de solidité de l'alliance avec les Américains et à terme, une fois conservées simplement les forces djihadistes comme opposition, de les obliger à renoncer à tout soutien à l'opposition armée au régime de Damas (12).

### **Le complexe reconnaissance-frappes**

Si le contrôle du ciel est le rôle du dispositif anti-aérien, le déblocage a été obtenu essentiellement grâce à la deuxième composante du dispositif russe : la brigade aérienne mixte d'aviation, et plus largement, pour employer un terme soviétique, le complexe reconnaissance-frappes incluant tous les moyens de feux et de renseignement disponibles.

Si son volume a varié selon les évolutions stratégiques, il n'a jamais dépassé les 50 avions de combat, chiffre finalement très faible pour une armée qui en aligne théoriquement près de 2 000. Outre un très faible taux de disponibilité dans ce parc pléthorique, il faut sans doute voir dans ce faible nombre la volonté de maintenir cet engagement au loin dans un volume soutenable par une chaîne logistique encore fragile et par une structure de commandement qui n'a pas encore complètement retrouvé la capacité de gestion d'opérations complexes d'une grande ampleur et sur la durée.

Une autre caractéristique de cette brigade est sa diversité, avec une dizaine de modèles d'avions différents suivant des dosages qui ont varié selon les périodes et les retours

d'expérience. La brigade comprenait initialement 22 chasseurs-bombardiers dont les 4 Su-30M polyvalents déjà évoqués, 12 avions d'attaque Su-25 et 16 hélicoptères d'attaque (qui peuvent aussi souvent, dans la conception soviétique, transporter du personnel). Elle a fluctué ensuite, avec une forte réduction en mars-avril 2016 et une remontée en septembre de la même année, et comprendrait toujours environ 20 chasseurs-bombardiers mais seulement 4 Su-25 contre maintenant 26 hélicoptères, jugés plus performants. Parmi les hélicoptères, les modèles les plus anciens, de type Mi-24, cèdent le pas aux Mi-35, Mi-28N, Ka-52 et polyvalents Mi-8AMTSh (13).

Cela complique la logistique et la maintenance mais permet de tester en conditions réelles tous les équipements, en particulier les plus récents. Cela contribue surtout à une complémentarité des effets en combinant chasseurs-bombardiers, avions d'attaque et hélicoptères. Les forces occidentales, comme celles engagées initialement en Libye en 2011 ou en Irak depuis 2014, hésitent à engager des hélicoptères et des avions d'attaque, quand ils en disposent, du fait de leur plus grande vulnérabilité. Elles se condamnent donc à une moindre productivité tactique, en se privant de la capacité de saturation (puissance de feu rapprochée et persistance) de ces engins et surtout de leur complémentarité avec les chasseurs-bombardiers, plus aptes à frapper des cibles moins peu mobiles, durcies et de plus haute valeur. Rappelons que c'est bien l'engagement d'un groupement d'hélicoptères à l'été 2011, après plusieurs mois d'hésitations, qui a contribué au déblocage de la situation dans le golfe de Syrte. Les forces américaines ont fini par engager au Levant des avions d'attaque A-10 seulement après quatre mois de campagne et encore plus tard quelques hélicoptères AH-64.

La complémentarité est encore plus grande si on ajoute la puissance de frappes de l'artillerie, là aussi souvent engagée avec réticence par les armées occidentales alors que les Russes ont déployé une d'une batterie renforcée de la 120<sup>e</sup> brigade d'artillerie dotée d'une quinzaine d'obusiers de 152 mm et de lance-roquettes multiples y compris le TOS-1 qui lance des roquettes thermobariques.

Le renseignement et le guidage sont assurés par une dizaine d'autres aéronefs, dont un avion de reconnaissance électronique Il-20 M1 et plusieurs drones Orlon-10, Forpost et peut-être Dozor 600 ou Altius, similaires aux MQ-1B Predator américains (14) mais surtout par les équipes de la 346<sup>e</sup> brigade de forces spéciales du district militaire du Sud engagées en profondeur (15). L'ensemble forme un complexe reconnaissance-frappes, selon l'ancienne appellation soviétique.

Avec une majorité d'appareils mis en service dans les années 1970, la brigade aérienne mixte russe est rustique, voire rudimentaire au regard des standards occidentaux. C'est la première fois que les Russes utilisent des munitions guidées et en très petit nombre. La très grande majorité des frappes sont guidées au sol et n'utilisent que des bombes lisses, la précision est donc très inférieure à celles des frappes américaines ou françaises, ce qui impose souvent plus de sorties pour obtenir des résultats similaires. Ces nombreuses sorties (1 000 par mois en moyenne), les appareils russes sont capables de les fournir puisqu'ils agissent près de leurs bases (16), à Hmeimim en premier lieu (à 25 km au sud de Lattaquié) puis depuis les bases avancées de Shairat ou de Tiyas près de Palmyre.

Une telle activité autorise aussi un apprentissage rapide. On est désormais très loin des cafouillages survenues lors de la guerre de 2008 contre la Géorgie et même de la rigidité des débuts de l'engagement lorsque les missions étaient presque toujours planifiées. Les missions sont devenues progressivement plus fluides, réactives et complexes. En mars 2017, la chorégraphie aérienne de la bataille de Palmyre, en coordination étroite avec les forces au sol, témoigne de la maîtrise désormais acquise des opérations fluides et complexes.

## **Les opérations combinées**

Car le complexe reconnaissance-frappes n'est pas destiné à agir seul mais en coopération avec des forces de manœuvre terrestre essentiellement sous commandement iranien afin de



les renseigner et surtout de neutraliser les forces ennemies devant elles (17). Le cadre d'emploi est celui de l'opération combinée, c'est-à-dire la concentration de moyens offensifs somme toute assez limités dans un espace-temps précis, quelques dizaines de kilomètres carrés et quelques semaines, afin d'y disloquer les dispositifs ennemis par la conquête ou par la pression. Si l'ennemi ne peut être chassé de ses positions par le combat, il peut éventuellement l'être par la négociation et, particularité de ce conflit, par l'acceptation du transfert de combattants. Ces batailles ne sont pas menées de manière dispersée mais, certainement sous l'influence russe, intégrées dans le cadre de campagnes visant un objectif opérationnel précis et éventuellement suivies de phases de négociations.

À l'automne 2015, la première de ces campagnes vise à dégager en urgence les zones les plus menacées de Damas, de Hama et au nord de la province de Lattaquié où les succès ont été les plus importants. Ce dégagement obtenu, la coalition syro-irano-russe concentre ensuite ses efforts autour de la ville d'Alpe dont l'encerclement complet est réalisé au printemps 2016. C'est alors l'occasion pour la Russie d'annoncer un cessez-le-feu avec les forces rebelles de l'Ouest et même un retrait partiel de ses forces. Il s'agit alors sans doute de tenter de traduire le renversement de la situation dans le secteur principal par la cessation du combat par certaines factions. Pendant ce temps, les efforts se portent sur l'Etat islamique dans la région d'al-Bab au nord-est d'Alep et surtout dans la zone désertique avec la reprise de Palmyre en mars. Pendant que Palmyre est transformée en base avancée pour de futures opérations vers l'Est, l'action se reporte à nouveau en septembre sur Alep-Est qui tombe en décembre, après des combats très violents.

À ce moment-là, on tente à nouveau de traduire les victoires sur le terrain en gains politiques, non pas à Genève où les négociations au plus haut niveau piétinent, mais en comité réduit, Russie et Iran d'un côté et Turquie de l'autre représentant certaines factions rebelles. Cela aboutit en mai 2017, à l'idée de « zones de désescalade » c'est-à-dire quatre secteurs, Ouest-Idlib, Homs, Ghouta orientale (près de Damas) et Deraa, où on estime au moins possible de faire cesser les combats. Les rebelles, hormis peut-être depuis Idlib-où pour l'instant ils se combattent plutôt entre eux- sont désormais incapables de mener des opérations offensives autonomes d'une grande ampleur. Ces zones de désescalade, sont aussi un moyen de cantonner l'ennemi et de concentrer les efforts sur l'Est désertique ou la région de l'Euphrate.

Après la mise en place immédiate d'un réseau de déconfliction avec les acteurs extérieurs et du réseau de liaison avec les alliés syriens et iraniens, la principale innovation organisationnelle du dispositif russe a été, en février 2016, la création d'un nouveau complexe : le « Centre russe pour la réconciliation des parties belligérantes sur le territoire de la République arabe syrienne ». Le Centre est destiné aux négociations avec l'ennemi, la protection des transferts de combattants et, avec les autorités civiles, les ONG et les Nations-Unies, l'aide à la population. Ce centre de réconciliation est aussi très clairement un organe de renseignement humain pour les forces russes. Il est renforcé depuis peu d'unités de police militaire, force de création récente, qui sont déployées dans les zones de désescalade afin de surveiller le respect des accords.

## **La campagne fantôme**

Selon le ministère de la défense russe, ces succès ont été obtenus au prix de la mort de 35 soldats réguliers mais en incluant les « irréguliers » les pertes réelles seraient de 76 pour Reuters (au mois d'août 2017) et de 110 sur le site Wikipedia (18) dont, dans les deux cas, la moitié dans les seuls sept mois de 2017. Les pertes matérielles principales et connues sont, à ce jour, de trois avions, un abattu par l'aviation turque et deux par accidents d'appontage sur le porte-avions *Amiral Kustnetsov*, ainsi que cinq hélicoptères, détruits par les tirs ennemis (ou peut-être, pour l'un, par un tir fratricide) surtout dans les phases critiques de décollage et d'atterrissage ou dans les bases (19).

On peut considérer ces pertes comme faibles dans un conflit où peut-être 200 000 combattants des différents camps sont tombés. En réalité, les pertes sont surtout comparées

avec les expériences précédentes et en fonction des enjeux. Dans la mémoire vivante russe, les guerres en Afghanistan (avec un contingent soviétique) et en Tchétchénie (1994-1996, puis 1999-2000) ont fait chacune de 4 000 à 12 000 morts, selon les estimations, parmi les combattants russes. Avec 67 soldats tués ou disparus, même les neuf jours de la guerre contre la Géorgie ont aussi plus meurtriers que les deux ans d'engagement en Syrie. On a donc le sentiment qu'avec celui-ci, pourtant lié aux yeux de l'opinion publique russe à une menace djihadiste forte, en particulier d'origine caucasienne, on agit avec une prudence nouvelle. Cette prudence n'est pas au niveau tactique. La description des pertes, réparties à peu près équitablement entre forces spéciales, membres d'équipage d'aéronefs et conseillers ou observateurs proches de la ligne de contact, témoigne d'une prise de risque certaine et supérieure à celle des forces de la coalition américaine. Cette prise de risque tactique est d'ailleurs un des facteurs de la plus grande efficacité, et, au bout du compte, de la plus grande efficacité de l'engagement russe.

La réduction du risque s'exprime au niveau stratégique. La principale surprise concerne finalement l'absence d'engagements d'unités terrestres au combat. La Russie dispose de solides unités blindés-mécanisées, comme la 6<sup>e</sup> brigade de chars, et surtout une excellente infanterie légère, notamment aéromobile. La présence des premières dans les combats urbains et d'une brigade d'assaut par air dans la partie désertique du pays aurait constitué des plus-values très importantes et des accélérateurs opérationnels. Outre la force antiaérienne et la batterie d'artillerie déjà évoquées, les unités de combat terrestres régulières russes en Syrie se limitent à un bataillon de la 810<sup>e</sup> brigade d'infanterie de marine doté d'une de véhicules blindés d'infanterie BTR-82A et d'une petite compagnie de chars T-90. Cette unité sert essentiellement à la protection des bases navale de Tartous et aérienne de Hmeimim. Elle ne semble pas, hormis peut-être ponctuellement la compagnie de chars, avoir été engagée au combat. Elle est de toute façon insuffisante pour mener seule des opérations offensives d'envergure, et encore moins pour contrôler une zone un tant soit peu peuplée. On compte pour cela sur les forces locales et les milices chiites.

En réalité, le principal engagement terrestre russe, mais toujours limité, est probablement le fait de sociétés militaires privées (SMP). Des SMP russes sont présentes en Syrie depuis plusieurs années afin, notamment, de protéger les installations pétrolières. Elles semblent beaucoup plus actives depuis la fin 2015 et compter sans doute entre 2 000 et 3 000 hommes (19). Le groupe Wagner, du surnom de son chef, en compterait un millier presque tous anciens soldats d'active et équipés comme de l'infanterie légère régulière, y compris certains véhicules, et dont la base de formation, à Molmino en Russie, est colocalisée avec la 10<sup>e</sup> Brigade de *Spetsnaz*. Le groupe Wagner a été engagé comme une unité régulière, en particulier dans la région désertique en 2017 avec des pertes sensibles.

L'engagement de sociétés privées armées en parallèle de forces régulières n'est pas une nouveauté. En 2007, ces sociétés représentaient le deuxième contingent étranger en Irak après celui des forces régulières américaines (et même le deuxième contingent américain). Ces sociétés étaient plutôt cantonnées à des missions de protection ou de logistique. Cette fois, en Syrie c'est plutôt l'inverse qui se passe, les privés prenant plutôt le combat rapproché à leur compte. Pour la première fois sans doute, les pertes des nationaux membres de sociétés privées sont supérieures à celles des membres de l'armée régulière (21).

## **Le transfert du risque aux civils**

A l'intérieur du contingent russe donc on transfère le risque, des conscrits vers les seuls professionnels dans l'armée régulière d'abord, avec cette difficulté permanente de devoir constituer des unités expéditionnaires *ad hoc*, puis des réguliers vers les « soldats fantômes » des sociétés privées dont les morts sont moins visibles. Par la forme indirecte de l'intervention, privilégiant, pour les Russes, la puissance de feu au combat rapproché, on opère aussi mécaniquement un transfert du risque vers les autres. Les autres ce sont d'abord

les combattants ennemis d'abord, ce qui est normal mais ne saurait constituer une fin en soi mais un moyen d'imposer sa volonté.

Dans ces conflits complexes et en agissant en coalition en privilégiant les feux à distance, il est extrêmement difficile de déterminer le nombre de combattants ennemis neutralisés par sa propre action et les chiffres présentés par les autorités russes (ou celles de la coalition américaine par ailleurs), de l'ordre de 30 000, sont évidemment très exagérés. Le très contesté Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) estimait que les Russes avaient directement provoqué la mort de près de 5 000 combattants ennemis au bout de neuf mois, ce qui paraît plus proche de la réalité et donne dans ce cas, des rapports de pertes entre combattants ente 1 et 50 et 1 et 100 en faveur des Russes en fonction des estimations. Cela est comparable au bilan de l'opération combinée française *Serval* au Mali en 2013, 1 soldat français pour 55 ennemis tués, opération d'un volume comparable mais avec une force de combat rapproché principalement française et un engagement beaucoup plus court dans le temps, du moins pour la phase de destruction des bases djihadistes dans le nord du pays.

Les autres, ce sont aussi les civils syriens, ce qui cette fois est moralement, et même légalement, répréhensible sinon contre-productif. Dans un conflit où les combattants ennemis sont fondamentalement des civils qui prennent volontairement les armes, l'emploi brutal de la force peut en sécréter plus qu'il ne permet d'en éliminer. Selon le site Airwars, plus de 2 000 civils syriens auraient ainsi été tués du fait de l'action des Russes dans les cinq premiers mois de leur présence. Les pertes civiles ont cependant nettement diminué par la suite, en fonction des fluctuations de l'engagement mais aussi de l'acquisition d'expérience des pilotes et l'emploi de matériels plus sophistiqués et plus précis. Airwars les estime à ce jour entre 4 000 et 5 400 au total, à comparer au 5 300 à 8 200 attribués à la coalition américaine, agissant il est vrai depuis août 2014 mais avec bien plus grande proportion de munitions guidées et affichant, contrairement à la doctrine russe qui l'évoque beaucoup moins, le souci de préserver la population (22).

En prenant les évaluations les plus élevées dans tous les cas, cela signifie concrètement que pour un soldat russe qui tombe, il y a 50 civils syriens qui tombent également alors que pour les Américains, qui assurent 75 % des frappes en Irak et en Syrie, ce rapport est de 1 pour 1 000 environ. Il y a un lien entre la prise de risques des soldats et celle des civils. On peut avoir des règles d'engagement très strictes et n'utiliser que des munitions précises mais cela n'empêche pas les accidents. Si par ailleurs on ne fait prendre aucun risque aux soldats, les effets opérationnels sont moindres, la campagne plus longue et au bout du compte les pertes civiles plus lourdes. Là, encore au bout comparer avec l'opération *Serval* où l'engagement direct a effectivement engendré un rapport de pertes entre combattants très inférieur à celui de la coalition américaine au Levant mais aussi des résultats rapides et très peu de dommages collatéraux.

## **La campagne de démonstration**

En superposition de la campagne sur le théâtre syrien lui-même, l'intervention russe a été également l'occasion de raids de bombardements à longue portée réalisés par la marine, notamment le 7 octobre 2015, lorsque les quatre navires de la flotte de Caspienne ont lancé 26 missiles de croisière 3M14 Kalibr, dont 22 ont atteint leur cible, ou le 17 novembre 2015 avec un raid de 23 bombardiers à long rayon d'action Tu-22M, Tu-95 et Tu-160 utilisant à leur tour 34 missiles de croisière KH-101 ou KH-555 dans la région d'Idlib et d'Alep.

Depuis ces frappes venues de l'extérieur du territoire syrien ont été ponctuelles mais régulières, de Caspienne mais surtout désormais de Méditerranée, pour une marine, qui maintient désormais une présence permanente sur la base en cours de réaménagement de Tartous. Le 15 octobre 2016, un groupe aéronaval formé du porte-avions *Amiral Kustnetsov*, d'un croiseur lance-missiles et de deux destroyers a commencé une grande tournée depuis la base de Kola pour atteindre le théâtre syrien un mois plus tard et renforcer momentanément le dispositif de théâtre de 20 à 25 aéronefs supplémentaires.

L'aviation à long rayon d'action utilise elle surtout la base d'Engels, près de Saratov. Le 20 novembre 2015, deux Tu-160 en sont partis pour frapper en Syrie après un périple de 13 000 km autour de l'Europe (24). Depuis août 2016, les Tu-22M et Su-34 utilisent également la base iranienne d'Hamedan.

Ces frappes à grande distance n'ont, la plupart du temps, pas vraiment d'intérêt tactique en Syrie. Elles sont évidemment puissantes mais aussi très coûteuses avec des munitions à, au moins, un millions d'euros et des coûts d'emploi des vecteurs très élevés. La seule tournée du porte-avions *Amiral Kustnetsov*, tactiquement peu concluante (mais très riche d'enseignements pour les projets futurs) aurait coûté à elle-seule environ 150 millions d'euros et causé la perte accidentelle de deux avions. De fait, la majeure partie des cibles visées auraient pu être « traitées » avec des moyens disponibles sur le théâtre et bien moins onéreux. En réalité, il s'agit d'une campagne superposée à la campagne syrienne et dont les vrais objectifs sont ailleurs.

Cette campagne de bombardement en profondeur, la première de l'histoire russe à cette échelle, vise d'abord bien sûr à tester un certain nombre d'équipements modernes mais elle vise surtout à les montrer. Un raid de bombardiers à long rayon d'action ou une salve de missiles tirés depuis des frégates ou sous-marins sont d'abord des « événements », c'est-à-dire que, au contraire de l'emploi de la brigade mixte, ils seront médiatisés. Ils sont donc avant tout des messages adressés à tous les publics de la guerre, syriens et surtout extérieurs. Les clients éventuels voient les performances et on constate effectivement un bond des exportations d'armes depuis fin 2013, ce qui compense les coûts de l'intervention et soulage un peu une économie en difficulté (23).

Ce ne sont pas les seuls. L'opinion publique russe voit concrètement les effets de la coûteuse modernisation des forces armées mais surtout il s'agit de peser sur les opinions occidentales et de contrer l'« aventuriste » des Etats-Unis et de l'OTAN. Les salves de missiles de croisière supersoniques répondent parfois à des événements locaux, comme celle du 23 juin 2017 quelques jours seulement après la destruction d'un avion syrien par les Américains. Elles visent aussi, comme le soulignait Alexandre Kozin, conseiller spécial du gouvernement russe, « *la vulnérabilité du nouveau bouclier anti-missiles balistiques déployé par les Etats-Unis en Roumanie et en Pologne* » face à des missiles de croisière supersoniques et, dans quelques années, hypersoniques (et donc pour l'instant imparables) avec le Zircon (24).

Cette panoplie de missiles modernes, sauf le KH-55, rapides, précis, puissants (400 kg de charge en moyenne) et à longue portée (à 2 500 km pour le KH-55 et le Kalibr jusqu'à 5 500 pour la KH-101), sans parler des missiles antinavires Bastion basés à Tartous, permet de « doper » une flotte de bombardement et surtout une marine qui peinent à se moderniser. Avec, pour l'instant, seulement une quinzaine de frégates et sous-marins susceptibles de lancer le Kalibr, la marine peut déjà réaliser des dégâts considérables à terre et sur mer et cette capacité ne cesse de s'accroître. On peut imaginer aussi et peut-être surtout ce que seraient capables de faire des alliés de la Russie avec de tels engins, ce qui est déjà le cas de l'Iran. Connaître l'existence d'armements et même leurs performances théoriques n'est pas tout à fait la même chose que de les voir en action. L'armée israélienne « savait » que le Hezbollah disposait d'armes antichars russes modernes et même de missiles antinavires alors peu modernes mais dangereux. Elle n'a pas pour autant vraiment appréhendé ce que cela signifiait et l'a payé cher en juillet 2006. Maintenant tout le monde a « vu » ce que la marine et les bombardiers russes étaient capables de faire et ne peut plus ne pas en tenir compte.

### **Trois innovations**

L'intervention en Syrie est évidemment l'occasion pour les forces armées russes d'apprendre et d'expérimenter tous les matériels et méthodes nouveaux. Il est utile de noter qu'à cette occasion elles renouent aussi avec une tradition de concepts originaux et souvent aussi simples qu'efficaces.

Le premier est le Gefest SVP-24 (pour *Special Computing Subsystem*) est un système utilisant le système de navigation satellitaire russe GLONASS afin de comparer la position d'un aéronef et de sa cible tout en prenant en compte tous les paramètres de vol et de l'environnement aérien afin de déterminer l'enveloppe optimale de largage, automatique, d'une munition « lisse » (26). Avec ce système les Russes revendiquent une précision proche de celles des munitions guidées tout en tirant à une altitude de sécurité. Autrement dit, il s'agit sensiblement du concept JDAM (*Joint Direct Attack Munition*) que les Américains avaient développé dans les années 1990 sur les munitions mais appliqué au vecteur, ce qui est évidemment encore plus économique. Le SVP-24 peut être adapté pratiquement sur tous types d'avions, bombardiers, chasseur-bombardiers et même avions d'entraînement. Il est à ce jour encore peu déployé mais il permettra à moindre coût de disposer avec une flotte rustique dotée d'un stock de munitions lisse d'une capacité de frappes proche d'une force plus sophistiquée et bien plus coûteuse. C'est un exemple d'innovation radicale, et peut-être même « discontinue » (c'est-à-dire qui induit un changement profond de structure), où la technologie augmente très sensiblement la « productivité » tactique au lieu de la réduire, lorsque, par effet d'éviction, son coût très élevé siphonne des ressources rares.

Le deuxième est l'idée de renouer avec l'« infanterie motorisée ultra légère », autrement-dit une infanterie dotée de véhicules tous terrains légers et rapides (27). Dans les conflits « asymétriques », l'asymétrie est presque toujours recherchée (en admettant qu'il ait même le choix) par le camp le plus faible, souvent dans le sens de la « fluidification » du combat terrestre (dissimulation, mobilité). Il est donc souvent utile pour le « fort » de rechercher à rétablir le plus possible la symétrie, concrètement en imitant l'ennemi en constituant des forces aussi fluides que les siennes (de l'infanterie légère le plus souvent) mais bénéficiant de capacités d'appui dont l'ennemi ne dispose pas. Les Toyota « technical » sont utilisés dans les milieux désertiques ou semi-désertiques africains ou moyen-orientaux depuis les années 1970 (28). Ils arment les groupements mobiles de l'Etat islamique qui les a utilisés remarquablement dans ses opérations offensives, posant même de grandes difficultés d'acquisition et de frappes aux forces aériennes engagées. Par mimétisme, l'armée syrienne a fini par former des unités similaires pour les opérations dans le désert. Les Russes viennent de faire de même en formant un bataillon d'infanterie équipé de véhicules UAZ-3163 Patriot au sein de la 30<sup>e</sup> brigade motorisée de Samara. L'infanterie motorisée mobile ne constitue évidemment pas une nouveauté. Depuis les Jeeps armées de la Seconde guerre mondiale, les forces spéciales occidentales utilisent des véhicules de combat légers. Les unités parachutistes et aéromobiles aussi, toujours à la recherche de la mobilité et de moyens d'appui une fois déposées au sol. L'US Army a développé aussi dans les années 1980 quatre divisions complètes essentiellement dotées de HMMWV Humvee. L'expérience a toujours buté sur le problème de la vulnérabilité, surtout face à des forces régulières largement dotée d'armes antichars. Elle est sans doute à reconsidérer par son rapport coût-efficacité face à des adversaires irréguliers très mobiles dans un espace très ouvert.

Le dernier est le « véhicule d'escorte », aperçu en Syrie depuis cet été (29). L'idée n'est pas neuve et remonte à l'observation, dès les combats de la guerre du Kippour, en 1973 de la déconnexion entre chars et infanterie mécanisées, cette dernière, que ce soit par son armement de bord ou son infanterie débarquée, s'avérant souvent incapable d'appuyer efficacement les premiers dans leurs progression, en particulier face à de l'infanterie. Le phénomène est devenu sensible pour les forces soviéto-russes en Afghanistan et surtout dans les combats urbains de Grozny. L'idée est donc venue de disposer d'un véhicule intermédiaire disposant d'une très grande puissance de feu de saturation, complémentaire donc d'un char de bataille avec son canon principal lourd. La plate-forme antiaérienne ZSU a d'abord rempli ce rôle avec ses 4 canons de 23 mm mais avec néanmoins de fortes limitations et surtout une grande vulnérabilité. Puis ont été développés une plate-forme dédiée, avec un châssis de char T-90, finalement lourde et coûteuse, puis de manière beaucoup plus économique avec le BMPT-72 (dit Terminator 2) utilisant des vieux châssis de char T-72. Pour le prix d'un VBCI et sans doute pour la moitié du prix d'un futur *Jaguar*, le BMPT-72, bien protégé et doté d'une optronique moderne, dispose de 4 lance-missiles Ataka-T (AT-9 Spiral-2) à longue

portée, de deux canons mitrailleurs de 30 mm et d'une mitrailleuse de 7,62 mm. Il constitue une remarquable arme « anti-antichars » (mais aussi antiaérienne et peut-être antidrone) et, selon sa fonction première, favorise l'emploi des chars de bataille, notamment en milieu urbain. Avec seulement un véhicule et trois hommes d'équipage, il est peut-être aussi efficace qu'un peloton d'appui direct complet des régiments Leclerc, avec ses trois VAB canons de 20 mm. Il constitue également un excellent moyen d'appui direct de l'infanterie. Les deux modèles sont présents à moins d'une dizaine d'exemplaires en Syrie dont certains à Deir ez-Zor.

Avec des moyens limités, quelques dizaines d'aéronefs et quelques conseillers, la Russie a donc, au moins pour l'instant obtenu des résultats stratégiques importants, et en tous cas très supérieurs à ceux des puissances occidentales, Etats-Unis en premier lieu mais aussi la France dont on ne parvient même pas à mesurer les effets stratégiques qu'elle a bien pu obtenir en Syrie. Cela est dû en premier lieu à une vision politique certainement plus claire et une action plus cohérente avec des prises de risques opérationnelles et tactiques que les Etats-Unis ou la France n'ont pas osés. La présence même des Russes en première ligne, si elle a induit mécaniquement des pertes humaines, a permis aussi par son caractère dissuasif vis-à-vis des acteurs extérieurs et son surcroît de puissance vis-à-vis des forces locales permis de débloquer clairement la situation tactique. Avec une meilleure concentration des efforts et l'acceptation de la négociation, les évolutions ont été plus rapides, en faveur du régime de Damas, que pendant les quatre années précédentes, témoignant une nouvelle fois qu'on obtient plus de résultats par une action cohérente sur le terrain que par une action à grande distance et sans objectifs clairs.

## Sigles

AAS : Armée arabe syrienne

ASL : Armée syrienne libre

JAN : *Jabhat al-Nosra*, Front pour la victoire des Gens du Levant

ONG : Organisations non-gouvernementales

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PYD : *Partiya Yekîtiya Demokrat*, Parti de l'union démocratique kurde

URSS : Union des Républiques socialistes soviétiques

## Notes

[1] Fabrice Balanche, « Une année d'intervention militaire russe en Syrie : le grand succès de Vladimir Poutine », <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2016/09/16/31002-20160916ARTFIG00106-une-annee-d-intervention-militaire-russe-en-syrie-le-grand-succes-de-vladimir-poutine.php>

[2] TASS : “Russia's Syria operation cost over \$460 million” — Putin <http://tass.com/politics/863079> ; Lydia Tomkiw, “How Much Has The Syrian Civil War Cost Russia And The US?” <http://www.ibtimes.com/how-much-has-syrian-civil-war-cost-russia-us-2336199> ; Fabrice Balanche, « Une année d'intervention militaire russe en Syrie : le grand succès de Vladimir Poutine », <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2016/09/16/31002-20160916ARTFIG00106-une-annee-d-intervention-militaire-russe-en-syrie-le-grand-succes-de-vladimir-poutine.php>

[3] Charline Vergne, « En 2016, les opérations en Syrie et en Irak coûteront 360 millions d'euros à la France », <http://www.lefigaro.fr/international/2016/11/17/01003-20161117ARTFIG00340-en-2016-les-operations-en-syrie-et-en-irak-couteront-360-millions-d-euros-a-la-france.php> ; Opération Chammal <http://www.defense.gouv.fr/operations/operations/irak-syrie/dossier-de-presentation-de-l-operation-chammal/operation-chammal>

[4] *Islamic State Air Force* <https://lavoiedelepee.blogspot.fr/2016/09/islamic-state-air-force.html>

[5] Julien Nocetti, « Syrie : la puissance russe en question », *Moyen-Orient* n°30, avril-juin 2016.

- [6] Igor Delanoë, « Tartous : une future base navale en Méditerranée ? », *Moyen-Orient n°30*, avril-juin 2016.
- [7] Tom Waldayn, “Russian military airlift risks atrophy”, *Military Balance Blog*, 06 July 2017.
- [8] Roger n. McDermott, *The Brain of the Russian Army: Futuristic Visions Tethered by the Past*, Foreign Military Studies Office (FMSO), Fort Leavenworth, 2012, <http://fmso.leavenworth.army.mil/documents/futuristic-visions.pdf> ; Mark Galeotti, *The Modern Russian Army 1992-2016*, Osprey Publishing (February 21, 2017) ; Philippe Migault, « L'armée russe conserve une guerre de retard », *Revue internationale et stratégique*, vol. 92, no. 4, 2013, pp. 139-146.
- [9] Ryan Fishel and Aaron Stein, “Self-Defense and Strategic Direction in the Skies Over Syria” <https://warontherocks.com/2017/09/self-defense-and-strategic-direction-in-the-skies-over-syria/>
- [10] Michael Kofman, *US and Syria's War: Cooperation and Competition*, The War in Syria: Lessons for the West, The Centre for East European Policy Studies, University of Latvia, Riga, 2016.
- [11] Laurent Henninger, « Espace stratégique : Le fluide et le solide », *Revue Défense nationale*, octobre 2012-n°753.
- [12] Wassim Nasr Syrie - Quelles sont les raisons de l'engagement de la Russie ? Explications <https://www.youtube.com/watch?v=fYPMYRpus7k> ; Nikolas K. Gvosdev, « Moscow's War in the Air: Russia Sends a Message in Syria », <http://nationalinterest.org/feature/moscows-war-the-air-russia-sends-message-syria-13983>
- [13] Douglas Barrie, Joseph Dempsey, “Something old, something new-Russian air-delivered weapons in Syria”, *Military Balance Blog*, 01 november 2015.
- [14] Igor Pejic, “Russia's Intelligence Systems in Syria”, <https://southfront.org/russia-intelligence-systems-in-syria/> et Joseph Miranda, “Putin's War”, *Modern War n°29*, may-june 2017.
- [15] Alexandre Sheldon-Duplaix, « Le Kuznetsov et le retour de la marine russe en Méditerranée », *Défense et sécurité internationale n°129*, mai-juin 2017.
- [16] Arnaud Delalande, « Forces aériennes russes-Quel engagement en Syrie ? », *Défense et sécurité internationale n°121*, janvier-février 2016.
- [17] Benoist Bihan, *Les opérations militaires futures*, Histoire et stratégie n°18, mai-juillet 2014.
- [18] Maria Tsvetkova, « Les pertes russes en Syrie plus lourdes que le bilan officiel » [https://www.challenges.fr/monde/les-pertes-russes-en-syrie-plus-lourdes-que-le-bilan-officiel\\_491151](https://www.challenges.fr/monde/les-pertes-russes-en-syrie-plus-lourdes-que-le-bilan-officiel_491151) ; Maria Tsvetkova, “ Exclusive: Russian losses in Syria jump in 2017”, <https://www.yahoo.com/news/exclusive-russian-losses-syria-jump-2017-reuters-estimates-060830409.html> ; « Russian Armed Forces casualties in Syria » [https://en.wikipedia.org/wiki/Russian\\_Armed\\_Forces\\_casualties\\_in\\_Syria](https://en.wikipedia.org/wiki/Russian_Armed_Forces_casualties_in_Syria)
- [19] Chef de bataillon Pierron, *Etude sur l'emploi des hélicoptères par les forces armées russes en Syrie*, Centre de Doctrine et d'Enseignement du Commandement, Cahier du retex/Recherche, septembre 2016. <http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/precedentes-parutions/emploi-des-helicopteres-russes-en-syrie>
- [20] Andrew Kramer, “Russia Deploys a Potent Weapon in Syria: The Profit Motive” <https://www.nytimes.com/2017/07/05/world/middleeast/russia-syria-oil-isis.html?mcubz=3>
- [21] Maria Tsvetkova, Anton Zverev, “Ghost soldiers: the Russians secretly dying for the Kremlin in Syria”, <http://www.reuters.com/article/us-sweden-defence/fearing-russia-sweden-holds-biggest-war-games-in-20-years-idUSKCN1BO2HR>
- [22] <https://airwars.org/>
- [23] Douglas Barrie, Joseph Dempsey, Mark Cazalet, “Russia pursue cruise control in Syria”, *Military Balance Blog*, 24 november 2015.

[24] Laurent Lagneau, « En 2016, les ventes d'armes ont rapporté plus de 15 milliards de dollars à la Russie », <http://www.opex360.com/2017/03/24/en-2016-les-ventes-darmes-ont-rapporte-plus-de-15-milliards-de-dollars-la-russie/>

[25] Alexandre Sheldon-Duplaix, « Signification politique et militaire des nouveaux missiles de croisière russes », *Défense et sécurité internationale* n°127, janvier-février 2017.

[26] “”Special Computing Subsystem 24”, <http://www.isegoria.net/2016/01/special-computing-subsystem-24/>

[27] J. Hawk, Daniel Deiss, Edwin Watson, “Lessons of Syria: Russia creates super light motorized infantry”, <https://southfront.org/lessons-of-syria-russia-creates-super-light-motorized-infantry/>

[28] William F. Owen, “The Toyota Horde”, <http://smallwarsjournal.com/jrnl/art/the-toyota-horde>

[29] Alex Gorka, “Russia Deploys Terminator-2 in Syria: Unique Weapon with no Analogues in the World”, <https://www.strategic-culture.org/news/2017/07/18/russia-deploys-terminator-2-syria-unique-weapon-no-analogues-world.html>